



# Plus d'autonomie locale pour affronter les crises

---

Daniel Richard ■ Août 2022

Il y a très exactement 50 ans, quatre chercheurs américains (sous la direction de Donella Meadows<sup>i</sup>) publiaient pour le compte du Club de Rome un rapport sur les « Limites de la croissance ». Il annonçait une évidence : la progression infinie de la consommation de ressources finies n'est pas durable. Nous sommes aujourd'hui confrontés aux conséquences de ce constat. L'accueil de cette analyse à l'époque a laissé les décideurs politiques, économiques et même les organisations syndicales assez... froids. Rien de sérieux n'a été entrepris pour préparer la société aux chocs prévisibles. Nous avons vécu depuis comme si la réalité était une illusion mais elle nous rattrape : pandémies, inondations, sécheresses, migrations, crise énergétique, guerres... Il faut ajouter au tableau des horreurs l'épuisement des ressources minérales, celui des sols, la chute de la biodiversité, les conséquences des pollutions diverses et nombreuses, etc. etc... La 6<sup>e</sup> extinction de masse des espèces vécue par la planète bleue est en cours. Cette fois, ce sont les hommes qui en sont responsables. Au cours des 5 précédentes, 85% des espèces vivantes ont disparu !

Dans les années 60 et 70, les « lanceurs d'alerte » ont été légion. Rachel Carson<sup>ii</sup> et René Dumont<sup>iii</sup>, par exemple, ont dénoncé avec force l'usage des pesticides et la mort des sols. Chez nous, André Rappe<sup>iv</sup> ou Paul Duvigneaud<sup>v</sup> ont fait le job. Haroun Tazieff a prédit les conséquences de la concentration de CO2 dans l'atmosphère. Jean Dorst<sup>vi</sup> annonçait déjà l'érosion de la biodiversité.... En 1972, sous le pseudonyme de Michel Bosquet, André Gorz écrit : « *Autant vous faire à l'idée tout de suite : ce que nous appelons « la civilisation industrielle » ne passera pas le cap de ce siècle. Pendant une à deux décennies encore, elle vous procurera des jouissances douteuses et des privilèges qu'il faudra payer de plus en plus cher. Ensuite, il faudra que cela cesse : que cessent les voitures que l'on change tous les deux à cinq ans (et même les voitures individuelles tout court) ; que cessent les vêtements qui ne durent qu'une saison, les emballages plastiques ou métalliques que l'on jette, la viande quotidienne, la liberté d'engendrer et de concevoir. Plus vite cela cessera, mieux cela vaudra : plus cela durera, plus l'effondrement de cette civilisation sera brutal et irréparable la catastrophe planétaire qu'elle prépare. Vous pouvez hausser les épaules et arrêter là votre lecture. Si vous la continuez, souvenez-vous de ceci : d'autres civilisations se sont effondrées avant la nôtre, dans les guerres d'extermination, la barbarie, la famine et l'extinction de leurs peuples pour avoir consommé ce qui ne peut se reproduire et détruit ce qui ne se répare pas.* »<sup>vii</sup>

Aucun de ces avertissements n'a donc été pris au sérieux. Les logiques capitalistes, « court-termistes » par définition, n'ont jusqu'ici, pas été infléchies par les annonces argumentées de leurs propres effets sur l'humanité, sur le monde, sur la vie. Le capitalisme nous détruira, c'est écrit et nous commençons à le mesurer sérieusement. Il continue pourtant de prospérer et se régénère dans une version « verte ». Nous devons dénoncer cette tentation parce que c'est d'une économie « réparatrice » et « régénératrice » dont nous avons besoin. Les solutions nécessaires sont juste incompatibles avec le libéralisme. Il est dépassé. Il a fait son temps. Ils ne nous laissent que des scories. Le système que cette idéologie a produit se perpétue comme s'il fallait « vider complètement le magasin avant fermeture définitive ». L'accroissement des écarts de richesses s'accélère et fermente un terreau sur lequel le fascisme commence à se redéployer.

Attendre d'un problème qu'il devienne la solution, c'est une berceuse.

D'autant que les experts sont toujours plus pessimistes. La question ne serait plus d'éviter le précipice... mais d'amortir la chute. En clair, il est trop tard. Le climat s'est réchauffé d'un degré depuis l'ère industrielle et on voit le résultat : l'accord de Paris prévoit de prendre des mesures pour limiter

le réchauffement à 2 degrés. Nous n'y arrivons pas. Nous sommes partis vers plus 3 degrés et le GIEC ne sait plus comment crier au fou.

Le jour du dépassement, le moment où les humains ont consommé l'ensemble des ressources que la planète peut renouveler en un an, arrive de plus en plus tôt dans le calendrier. En 2022, c'était le 28 juillet... pour le monde entier. Si nous considérons seulement la Belgique, il arrive déjà le 26 mars ! Cela signifie que, pour terminer l'année, nous consommons les réserves planétaires ! En 2009, une équipe de chercheurs internationaux<sup>viii</sup> a publié une liste de 9 limites planétaires<sup>ix</sup> à ne pas dépasser. Cette année, la 6<sup>e</sup> limite a été explosée (le cycle de l'eau douce). En restent trois non franchies : l'acidification des océans, la présence d'aérosol dans l'atmosphère et l'acidification des océans. Mais les chercheurs indiquent, en réalité, manquer de données pour se prononcer « scientifiquement » sur l'état de ces trois domaines ! Passés ces seuils, aucun expert ne peut prédire le comportement du « système complexe » qu'est la terre.

L'inertie de la classe dominante nourrit un sentiment d'impuissance des populations face aux dangers qui les menacent. Elle produit des alternatives uniquement accessibles aux plus fortunés ou des réponses technologiques qui s'apparentent aux discours religieux du Moyen Age. Un premier défi idéologique pour les porteurs de valeurs progressistes consiste sans doute à convaincre les gens qui ont été matraqués par des discours consuméristes depuis des décennies que la sobriété serait... un progrès ! C'est tout sauf simple et gagné... Un autre consistera à convertir en puissance formatrice la colère populaire qui monte face à la manière dont riches et puissants s'exonèrent déjà des efforts communs indispensables !

L'objectif est haut et les parois sont raides mais il faut s'y attaquer. Confronté à l'immensité de la tâche, la seule méthode à notre portée est celle des petits pas : agir avec une volonté de coopérer là où on est, comme on peut, avec la conscience que cela ne suffira sans doute pas et sans attendre de solutions venues d'ailleurs, d'une part. Il nous faut, d'autre part, dénoncer avec force et détermination les injustices (économiques) et les inégalités (sociales) que génère la crise écologique. En mettant en avant les valeurs portées par notre histoire : la priorité de la coopération sur la compétition, la primauté des droits et libertés collectives sur les privilèges individuels et particuliers.

D'un point de vue régional et interprofessionnel, cela postule concrètement d'appuyer les initiatives pour faire du territoire des vingt communes francophones une zone « pilote » en transition (avec pour objectif d'augmenter son autonomie en matière d'eau, d'alimentation, de logement, d'énergie, de culture et de santé de première ligne). Il s'agit également de contribuer à l'interpellation du monde politique local qui ne se semble actuellement ni à la hauteur des mobilisations citoyennes, ni à celle des réels enjeux.

D'un point de vue sectoriel, il faut appuyer, dans le même sens, une relocalisation des productions et sous-traitances pour développer partout où c'est possible la notion de « circuit court » (de manière notamment à réduire l'impact des flux). Parallèlement, il s'agit de privilégier une plus grande coopération avec tous les acteurs locaux et l'implication concrète des entreprises dans la transition de l'ensemble du territoire.

Du point de vue des entreprises, il est nécessaire que les représentants des travailleurs soient impliqués dans la réduction des impacts sur l'environnement et les ressources de l'activité économique. Cela suppose une meilleure information des délégations sur les stratégies, sur la gestion des intrants

et des extrants. Cela suppose aussi d'oser ouvrir une réflexion sur l'utilité des productions, sur leur qualité et leur... recyclage dans le cadre d'une économie circulaire.

---

<sup>i</sup> « Les limites à la croissance (dans un monde fini) Le rapport Meadows, 30 ans après », Dennis Meadows, Donella Meadows et Jorgen Randers, éd. Ecopoche, Paris, 2012.

<sup>ii</sup> « Printemps silencieux », Rachel Carson, éditions Wild Project, Paris, 2019.

<sup>iii</sup> « L'utopie ou la mort », René Dumont, éditions du Seuil, Paris 1973 et 2020.

<sup>iv</sup> « Le défi écologique », André Rappe, Louis Musin éditeur, Bruxelles, 1977.

<sup>v</sup> « Synthèse écologique », Paul Duvigneaud, éditions Doin, Bruxelles, 1974.

<sup>vi</sup> « Avant que nature meure pour que nature vive », édition Delachaux et Niestlé & Museum national d'histoire naturelle, Paris 1965 et 2020.

<sup>vii</sup> « Les impasses de la croissance », in Critique du capitalisme quotidien, éditions Galilée, Paris, 1973, cité dans « Leur écologie et la nôtre. Anthologie d'écologie politique », André Gorz, éditions Anthropocène, Seuil, Paris, 2020.

<sup>viii</sup> Sous la direction du Stockholm Resilience Center

<sup>ix</sup> (1) Les changements climatiques, (2) l'érosion de la biodiversité, (3) la modification des usages des sols, (4) l'usage d'eau douce, (5) la perturbation des cycles biogéochimiques de l'azote et du phosphore, (6) l'acidification des océans, (7) la présence d'aérosols atmosphériques, (8) la diminution de la couche d'ozone, (9) la pollution des sols.